

EXAMEN AU CAS PAR CAS – DOCUMENT D'URBANISME

ELABORATION ET PROCEDURES D'EVOLUTION

1. Intitulé du projet et état d'avancement

Procédure concernée : modification simplifiée

Type de document : plan local d'urbanisme communal

Territoire concerné : commune d'INJOUX GENISSIAT

2. Coordonnées

Personne publique responsable : Monsieur le Président de la Communauté de communes du Pays Bellegardien – Patrick PERREARD

Coordonnées pour les échanges administratifs : Noémie BALBINOT - noemie.balbinot@ccpb01.fr
tel : 07 87 10 84 09

3. Caractéristiques générales du projet

3.1. Caractéristiques générales du territoire

Le territoire est couvert par un SCOT SRU approuvé le 27 juin 2013, en cours de révision. Le territoire concerné est également couvert par un PLU communal approuvé le 15 octobre 2007. Un PLUiH est en cours d'élaboration sur l'ensemble du Pays Bellegardien.

Nom de la commune concernée : INJOUX GENISSIAT

Nombre d'habitants : 1144 habitants (INSEE 2015)

Superficie : 2961 hectares

3.2. Quels sont les objectifs de cette procédure ?

Le projet de modification simplifiée porte sur une évolution du règlement écrit de la zone N – périmètre de la carrière, afin d'autoriser l'activité de recyclage des matériaux inertes dans le périmètre de la carrière.

Annexes : arrêté engageant la procédure et note de présentation de la MS n°1 du PLU d'INJOUX GENISSIAT

3.3. Quelles sont ses grandes orientations d'aménagement ?

Le projet vise à autoriser une activité de recyclage de déchets inertes afin de préserver le gisement de granulat naturel sur la carrière. Ce projet de modification simplifiée ne remet pas en cause l'économie générale du PADD du PLU.

1. Développer Injoux-Génissiat et préserver son environnement naturel

- 1.1. Conforter l'identité paysagère communale
- 1.2. Préserver les milieux naturels
- 1.3. Prendre en compte les risques naturels et technologiques
- 1.4. Maîtriser le développement communal

2. Conforter l'attractivité de la commune

- 2.1. Permettre une production de logements suffisante et diversifiée
- 2.2. Favoriser la qualité de vie
- 2.3. Améliorer l'accessibilité dans la commune

3. Favoriser le développement et le maintien des activités économiques

- 3.1. Accompagner le développement d'une zone artisanale
- 3.2. Pérenniser les exploitations agricoles

3.4. Quelles sont les grandes évolutions réglementaires envisagées pour cette procédure ?

Le projet de modification simplifiée porte **UNIQUEMENT** sur une évolution du règlement écrit de la zone N – périmètre de la carrière, afin d'autoriser l'activité de recyclage des matériaux inertes dans le périmètre de la carrière.

➔ Page 69 du règlement

Le PLU avant modification simplifiée :

Périmètre de la carrière :

- A l'intérieur de la zone N d'exploitation de la carrière, la construction de bâtiments strictement nécessaires à cette activité ainsi que la réhabilitation du site en fin d'exploitation sont autorisées.

PLU après modification simplifiée :

Périmètre de la carrière :

- A l'intérieur de la zone N d'exploitation de la carrière, la construction de bâtiments strictement nécessaires à cette activité, **l'activité de recyclage des matériaux inertes**, ainsi que la réhabilitation du site en fin d'exploitation sont autorisées.

3.5. Le projet sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) ou fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ?

En parallèle de la demande d'évolution du PLU (modification simplifiée), une demande de renouvellement et d'extension de la carrière est en cours. Ce projet relève de la procédure d'autorisation environnementale unique, il est donc soumis à étude d'impact au titre du code l'environnement pour les volets ICPE, IOTA et espèces protégés ainsi qu'au titre du code forestier pour le volet défrichement.

Selon l'article L123-2 du code de l'environnement, une enquête publique sera réalisée à l'issue de l'instruction de la demande d'autorisation environnementale. Cette enquête publique portera sur le renouvellement et l'extension de la carrière ainsi que sur les modifications des conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière. Elle ne concernera pas l'évolution du PLU.

La demande de modification simplifiée porte exclusivement sur l'ajout de l'activité de recyclage dans les activités autorisées sur le périmètre de la carrière.

A noter que l'activité de recyclage de matériaux est déjà autorisée au titre du code de l'environnement sous la rubrique ICPE 2515 (installations de broyage, concassage [...], produit minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes [...]).

3.6. Contexte de la planification : le projet est-il concerné par

- les dispositions de la loi Montagne ?	OUI
- les dispositions de la loi Littoral ?	NON
- une DTA ou DTADD ? si oui, laquelle ?	NON
- un SCOT, un schéma de secteur ? Si oui, le(s)quel(s) ? ce(s) document(s) a-t-il (ont-ils) été élaboré(s) selon les dispositions de la loi « Grenelle 2 » ?	SCOT SRU approuvé le 27 juin 2013 - en cours de révision
- un (ou plusieurs) SDAGE ou SAGE ? Si oui, le(s)quel(s)	SDAGE Rhône Méditerranée

3.7. Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme : le document en vigueur sur le territoire a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Le rapport de présentation du PLU comprend une évaluation de l'impact du projet de PLU sur l'environnement, mais ne comporte pas l'évaluation environnementale.

4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et caractéristiques de l'impact du potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine

La commune d'Injoux-Génissiat, est une commune rurale qui fait partie de la communauté de communes du Pays Bellegardien. Le projet ne permet pas la création de logements.

4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain

Quels sont les objectifs de cette procédure en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	L'activité de recyclage n'engendre pas de consommation d'espaces. Elle se fera au sein du périmètre de la carrière déjà autorisée.
Quelle est l'évolution par rapport aux tendances passées ?	RAS
Sur quelles perspectives de développement (<i>démographique, économique, touristique ou d'équipements publics ou autre, selon la vocation de l'urbanisation envisagée</i>) du territoire s'appuient ces objectifs en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	La mutualisation des activités de carrière et de recyclage permet d'optimiser l'espace en ne consommant pas de terrain additionnel pour l'implantation cette nouvelle activité. Le plan départemental de gestion des déchets du BTP préconise l'implantation d'activités de recyclage dans le secteur territorial du projet.
Le projet a-t-il pour conséquence d'ouvrir à l'urbanisation certaines parties du territoire : oui / <input type="checkbox"/> non ? Si oui :	
Quelle est approximativement la superficie consommée ?	
Quelles possibilités d'optimisation du potentiel constructible à l'intérieur du tissu urbain existant (<i>densification, dents creuses, opérations de démolition/reconstruction, friches, bâtiments non investis, logements ou locaux vacants, lits froids pour le tourisme de montagne...</i>) ont été préalablement examinées ?	
Expliquez dans les grandes lignes, en fonction des zones concernées, les impacts de cette ouverture à l'urbanisation (<i>sur les espaces agricoles, naturels ou forestiers, en termes de</i>	

déplacements...).	
-------------------	--

4.2. Milieux naturels et biodiversité

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	OUI	NON	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Zone Natura 2000 ?		x	
Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO) ?		x	
Parc national, parc naturel marin, réserve naturelle (régionale ou nationale) ou parc naturel régional ?		x	
Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type I ?	x		Plateau de Retord - Aucun impact
Arrêté préfectoral de protection de biotope ?	x		La Vezeronce - Aucun impact
Continuité écologique connue ou repérée par la commune ou l'intercommunalité ou par un document de rang supérieur (SRCE, SCoT, DTA...) ?	x		Aucun impact
Zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ? Repérée par un document de rang supérieur (ScoT, DTA...) ou par un autre document (contrat de rivière, inventaire du Conseil général...) ? Ou identifiée au titre de la convention de RAMSAR ?		x	

4.3. Paysages, patrimoine naturel bâti

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	OUI	NON	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Éléments majeurs du patrimoine bâti (monuments historiques et périmètres de protection, élément inscrit au patrimoine de l'UNESCO, zone de présomption de prescription archéologique...) ?		x	
Site classé ou projet de site classé ?		x	
Site inscrit ou projet de site inscrit ?		x	
Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) ou Aire de mise en valeur du patrimoine (AVAP) ?		x	
Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ?		x	
Directive de protection et de mise en valeur des paysages ?		x	
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur (ScoT, DTA...) ?		x	

4.4. Ressource en eau

Captages : Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) :	OUI	NON	Si oui, précisez lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Périmètre de protection (immédiat, rapprochée, éloignée) d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?	x		<p>Le périmètre de la carrière recoupe les périmètres de protection des captages de la Carrière, du Tilleul et de la Dent. Ces captages sont sous couvert d'un arrêté préfectoral autorisant leur exploitation en période d'étiage et imposant leur abandon à terme dans l'attente d'un nouveau moyen de production en substitution. Ces captages ne possèdent pas de DUP mais l'exploitant, en accord avec la Mairie, a mis en place des mesures de protection pour pérenniser ces captages et assurer la préservation de la qualité de la ressource en eau.</p> <p>La demande d'autorisation d'une activité de recyclage sur la carrière n'aura pas d'impact sur la ressource en eau car les déchets inertes seront traités puis évacués du site.</p>
Captages :	OUI	NON	Si oui, précisez lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) des 500 captages prioritaires Grenelle 2 ?		x	
De captages repérés par un SDAGE Ou un SAGE?		x	
Usages :	OUI	NON	Si oui, précisez
Les ressources en eau sont-elles	x		Les captages concernés sont

suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins futurs ? Pour l'alimentation en eau potable et pour les autres usages?			indispensables à l'alimentation des communes d'Injoux-Génissiat, Billiat et Surjoux.
Y a-t-il risques de conflits entre ces différents usages ?	x		<p>Le périmètre de la carrière recoupe les périmètres de protection des captages de la Carrière, du Tilleul et de la Dent. Des procédures strictes sont en place afin d'assurer la compatibilité des deux activités.</p> <p>Dans le cadre de la demande de renouvellement/extension de la carrière, qui inclut l'ajout de l'activité de recyclage, l'avis d'un hydrogéologue agréé est requis afin d'évaluer la comptabilité des activités.</p>
Le projet est-il concerné par une zone de répartition des eaux (ZRE) ?		x	
Le système d'assainissement a-t-il une capacité suffisante pour les besoins présents et futurs du territoire et des autres territoires qui y sont raccordés ? Quel est l'impact sur les rejets dans les milieux ?	x		Pas d'impact.

4.5. Sols et sous-sol, déchets

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	OUI	NON	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués (<i>base de données BASOL</i>) ?		x	

Anciens sites industriels et activités de services (<i>base de données BASIAS</i>) ?		x	
Carrières et/ou projets de création ou d'extension de carrières ?	x		Renouvellement d'autorisation avec projet d'extension de la carrière (sans incidence sur le document graphique du PLU – déjà identifiée) et modification des conditions d'exploitation et de remise en état du site.
Projet d'établissement de traitement des déchets sur le territoire ?	x		Création d'une activité de recyclage de matériaux inertes et continuité d'une activité de valorisation de déchets inertes dans le cadre de la remise en état du site.

4.6. Risques et nuisances

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	OUI	NON	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Risques ou aléas naturels (<i>inondations, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts...</i>), industriels, technologiques, miniers connus ?		x	
Plans de prévention des risques (<i>naturels, technologiques, miniers</i>) approuvés ou en cours d'élaboration ?	x		La carrière est concernée par un PPR approuvé le 25 avril 2007. Des zonages rouges (risque de glissement de terrain, crue torrentielle et éboulement rocheux) ainsi qu'un zonage bleu (risque d'effondrement) recoupent le périmètre de la carrière. La zone ne présente aucun enjeu au vu de la protection des infrastructures et des personnes. De plus, le règlement autorise l'exploitation de carrières au sein de ces zones. Note : l'activité de carrière a été oubliée

			d'être mentionnée dans le règlement risque de glissement de terrain. En accord avec l'unité de prévention des risques de la DDT, le projet est tout de même compatible avec le PPR sous réserve d'une étude géotechnique qui sera jointe à l'étude d'impact (courrier joint en annexe)
Nuisances connues (sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives) ou projets susceptibles d'entraîner de telles nuisances ?	x		La carrière est susceptible de produire des nuisances sonores (engins de chantiers, matériels de criblage et concassage), des nuisances dues aux vibrations (tirs de mine) et des émissions de poussière (traitement des matériaux et chargement client). Ces nuisances sont mesurées régulièrement et seront détaillées dans l'étude d'impact.
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?	x		Arrêté préfectoral d'autorisation de l'exploitation de la carrière et de l'installation de traitement des matériaux du 27 décembre 2004 (joint en annexe).

4.7. Air, énergie, climat

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	OUI	NON	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ?		x	
Enjeux spécifiques relevés par le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ?		x	
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?		x	

5. Éléments complémentaires que la commune ou l'intercommunalité souhaite communiquer (facultatif)

Les sources de la Carrière, de la Dent et du Tilleul sont à protéger dans le cadre de leur exploitation éventuelle future. Une étude hydrogéologique approfondie ainsi qu'une étude de l'évaluation des risques sanitaires seront jointes à l'étude d'impact, réalisée dans le cadre de la procédure d'autorisation environnementale unique, afin de s'assurer que les activités de la carrière ne mettent pas en péril la préservation de la qualité de la ressource en eau dans le court et le long terme.

6. Annexes (rappels)

- *arrêté engageant la procédure*
- *note de présentation de la MS n°1 du PLU d'INJOUX GENISSIAT*
- *courrier de la DDT concernant le PPR de la commune d'INJOUX GENISSIAT*
- *Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation de la carrière et des installations de traitement du 27 décembre 2004.*

7. signature du demandeur (personne publique responsable)

Date : le 24/09/2018

Le Président, PERREARD Patrick

Lieu : Châtillon en Michaille

